LA RUE S'ENFLAMME À BÉJAÏA

La RN 26 toujours bloquée

La rue s'est enflammée encore cette semaine à Béjaïa où plusieurs manifestations citoyennes ont été observées dans certaines localités de l'intérieur de la wilaya. Les travailleurs de Batigec tout comme les habitants de nombreux villages sont sortis dans la rue pour faire entendre leur voix.

Dans la municipalité de Fenaia Il-Maten, la mobilisation des habitants du village agricole qui ont investi le chemin de la protestation depuis dimanche ne faiblit pas.

Hier, les villageois ont procédé, pour la quatrième journée consécutive, à la fermeture de la RN 26, reliant les wilayas de Béjaïa, de Bouira et d'Alger pour crier leur colère devant la dégradation des conditions de vie dans leur cité.

Les villageois protestataires réclament, entre autres, le revêtement de la route principale donnant accès au village, l'éclairage public, la réalisation d'un réseau d'assainissement des eaux usées pour mettre fin aux fosses septiques, et la récupération de la maison de jeunes de leur localité, squattée par des familles dépourvues de logements.

Excédés par les résultats de la réunion tenue dimanche avec le premier responsable de leur municipalité pour «la prise urgemment» de leurs doléances, les villageois ont dressé des barricades à l'aide de pneus brûlés, de pierres et de troncs d'arbres en plusieurs endroits sur cet important axe routier traversant leur localité et reliant le chef-lieu de wilaya au centre du pays. «Ils ont hébergé des familles au niveau de la maison de jeunes privant ainsi notre jeunesse de l'unique infrastructure de loisirs que dispose notre village», se plaignent des manifestants qui exigent la satisfaction de leurs doléances dans «les plus brefs délais». D'autres revendications sont également mises en avant par les villageois, notamment la réalisation d'un stade de proximité, la réhabilitation des lignes électriques desservant la localité réalisées en 1976.

Photo : DR

Les villageois sont descendus dans la rue pour crier leur ras-le-bol.

De son côté, Farid Bali, P/APC de Fenaia Il-Maten, a fait savoir qu'une enveloppe financière conséquente de l'ordre de 30 millions DA a été consacrée par la mairie pour la prise en charge des préoccupations de ces villageois.

S'agissant du lancement effectif des projets inscrits en faveur des villageois protestataires, le P/APC fait observer qu'ils doivent préalablement passer par les procédures administratives régissant l'attribution de marchés publics aux entreprises.

Pour la énième fois, des milliers de citoyens de la wilaya de Béjaïa tout comme tous les usagers de cet axe routier étrangers à la région se sont retrouvés les otages d'un conflit dont ils ne sont pourtant aucunement responsables. Les automobilistes ont dû emprunter de très longs détours par des chemins de montagne notamment par Tifra et Adekar pour rejoindre leur destination. Des milliers de travailleurs exerçant au chef-lieu tout comme les étudiants n'ont pas pu rejoindre leurs lieux de travail et l'université.

Plusieurs étudiants ont même raté leur examen le premier jour de la semaine pour cause de fermeture de la route. A Béni Mansour, la voie ferrée est bloquée depuis une quinzaine de jours par les habitants de cette petite et ancienne bourgade.

L'ensemble du trafic ferroviaire vers l'est du pays et la ville de Béjaïa demeurent totalement paralysés depuis deux semaines. Les villageois ont aussi bloqué le CW 42 (A) pour réclamer la poursuite des travaux du projet de raccordement des foyers de la localité au gaz naturel. Ils exigent également le revêtement de la route du village qui débouche sur la RN 5. Dans la municipalité de Beni-Maouche, des habitants du village Idjissene ont également cadenassé deux jours durant(lundi et mardi) le siège de l'APC en signe de protestation contre «la marginalisation » de leur village.

Les villageois estiment que les 6 milliards de centimes alloués pour l'exercice 2015 à l'APC dans le cadre du programme de développement communal (PCD) n'ont pas été équitablement répartis entre les 28 villages de la commune et que leur village se trouve aussi «exclu» du programme de développement en question.

Les protestataires réclament entre autres le revêtement des 400 m du chemin de leur village. Au niveau du chef-lieu de wilaya ,les travailleurs de Batigec, société de réalisation et promotion immobilière , ont assiégé, hier dans la matinée, le siège de la Wilaya pour exprimer leur opposition à la fermeture de leur entreprise.

Soutenus par le Comité de solidarité des travailleurs de Béjaïa (CSTWB) et le Mouvement démocratique et social (MDS), les travailleurs protestataires exigent «la sauvegarde de leur entreprise, menacée de fermeture» ainsi que le paiement des créances détenues par ladite entreprise auprès de la wilaya de Béjaïa.

Par cette action, les manifestants demandent également la réintégration et la permanisation de tous les travailleurs de Batigec. Dans sa déclaration, le CSTWB s'est élevé contre ce qu'il qualifie de «volonté délibérée de désindustrialiser la région», qui s'illustre à travers «les fermetures successives de plusieurs entreprises économiques de la wilaya de Béjaïa».

Présent à la manifestation, le MDS a interpellé les pouvoirs publics afin de «trouver les moyens adéquats pour la préservation de Batigec» tout en dénonçant la fermeture des entreprises Socerca et la Briqueterie-Soummam d'Amizour qui a mis au chômage des centaines d'ouvriers, souligne le MDS.

A. Kersani

AÏN-TÉMOUCHENT

8 mois sans salaire pour les ouvriers agricoles de Aoubellil

Quarante-quatre travailleurs de la ferme agricole pilote Saïm-Kaddour, commune de Aoubellil, dans la wilaya de Aïn-Témouchent, n'ont pas touché le moindre centime depuis huit mois, soit entre le mois de juin 2014 et mars 2015, ont déclaré leurs représentants syndicaux affiliés à l'UGTA dans une lettre remise à notre journal.

Les concernés ajoutent : «Nous avons adressé de nombreuses correspondances à qui de droit, à savoir la Direction générale de la Société de gestion et de participation (SGP/SGDA), la Société de gestion des fermes agricoles et la Centrale syndicale UGTA pour leur expliquer notre situation, mais en vain». Les travailleurs de cette ferme disent que «certains d'entre eux vivent dans des conditions très difficiles, avec en sus des dettes contractées pour subvenir aux besoins de leurs familles dont la prise en charge des enfants malades, nonobstant les charges relatives au loyer, l'éléctricité et autres frais. Malgré ces problèmes auxquels nous faisons face, nous continuons de nous acquitter régulièrement de notre tâche».

Pour les représentants syndicaux des travailleurs, «le bilan moral de l'année agricole précédente indique que les travailleurs ont réalisé 420 hectares de céréales toutes variétés confondues, 200 hectares de pois chiches et 187 hectares de raisin de cuve».

Dans le but de trouver une solution à ce problème et d'encourager les travailleurs, ils ont sollicité l'intervention de la Fédération de l'agroalimentaire au sein de l'UGTA pour une intervention auprès des pouvoirs publics afin d'accorder un prêt à cette ferme pour qu'elle puisse payer ses travailleurs durant cette période travaillée sous condition qu'il soit remboursé à l'issue de la campagne de moissons-battages en septembre 2015.

S. B.

COLLOQUE INTERNATIONAL À L'UNIVERSITÉ ABDELHAMID-BENBADIS DE MOSTAGANEM

La théorie de Abderrahmane Azzi en débat

La théorie de Abderrahmane Azzi, un savant algérien et théoricien en communication, intitulée «Le déterminisme de la valeur morale des médias ou de l'information» (Value Determinism Theory) est devenue une matière d'investigation pour de nombreux chercheurs et scientifiques en sciences de l'information et de la communication.

Dans le cadre d'un calendrier de rencontres scientifiques inscrit dans son programme de l'année 2015, le département des sciences de l'information et de la communication a abrité du 10 au 11 février un colloque international à l'amphithéâtre Benchehida-Mohamed de l'Université Abdelhamid-Benbadis et auquel ont pris part de nombreux universitaires et des chercheurs venus des Universités de Sardjah (Emirats arabes unis, Jordanie et Algérie pour connaître et analyser la théorie.

Cette rencontre a été une bonne opportunité de partage et d'échange entre les différents intervenants et aussi une bonne occasion, notamment pour les étudiants du cycle LMD en sciences de l'information et de la communication.

A. B.

MILA

Bras de fer entre les gynécologues réquisitionnés et le wali

Réquisitionnés par décision du wali, le 15 janvier dernier, afin d'assurer la permanence dans les maternités de la wilaya, pour faire face à un déficit chronique en spécialiste, la vingtaine de gynécologues concernés par cette mesure refusent catégoriquement d'obtempérer à une telle décision.

Les gynécologues jugent cette décision illégale et en porte-à-faux avec la réglementation régissant ce genre de pratique. Ils refusent, par conséquent, d'assurer la garde dans les structures sanitaires publiques et vont jusqu'à porter l'affaire devant la chambre administrative afin de demander l'annulation, pure et simple, de cette décision de réquisition. Ce bras de fer a franchi un nouveau pas, puisque le groupe de gynécologues a mis en exécution sa menace d'observer trois jours de grève, à compter du 10 mars, en tenant fermés leurs cabinets respectifs, jusqu'au samedi 14.

Pour mieux faire entendre leurs voix, ils ont décidé de tenir un sit-in, ce premier jour de grève, devant le siège de la wilaya, où ils ont été reçus par le chef de cabinet du wali, en présence du directeur de wilaya, de la santé.

Les grévistes ont réexprimé auxdits responsables leur seule et unique revendication, à savoir, l'annulation de la décision 10-02 du 15 janvier 2015, émanant du wali de la wilaya. Les responsables ont affirmé à leurs interlocuteurs que le problème sera bientôt résolu, puisque, la tutelle est en passe d'affecter quatre nouveaux spécialistes. En attendant, le bras de fer continue et la situation se complique davantage pour les patientes de la wilaya qui vont être obligées d'aller… se faire voir ailleurs !

A. M'haïmoud

LA RN 44 FERMÉE À LA CIRCULATION AUTOMOBILE EN PLUSIEURS ENDROITS

Les protestations se multiplient à El Tarf

Les usagers de la RN 44, un axe principal traversant plusieurs chefs-lieux de daïra et reliant la wilaya d'El Tarf avec celle d'Annaba, ont vécu, hier, une journée cauchemardesque et pour cause, la route en question a été coupée en plusieurs endroits par des protestataires dont les revendications sont pour certains, pour le moins ubuesques.

Les habitants du petit village de Kbouda, relevant de la commune de Ben-M'hidi, ont coupé la route pour revendiquer le respect strict des horaires concernant le bus qui devait transporter les élèves à leurs établissements scolaires. Joint par téléphone, le maire de Ben M'hidi indiquera avec regret et incompréhension que la route est traversée quotidiennement par 100 bus de transport, ce qui, de facto, annihile les arguments des protestataires sur l'inexistence de transport.

Au niveau de la commune du Lac-des-Oiseaux, une famille a fermé la RN 44 pour dénoncer l'abattage des chiens errants dont elle estime qu'elle en est la propriétaire et que les services concernés n'ont pas le droit de commettre un tel acte, sachant que la commune a connu une campagne dans ce sens. Un comportement dépassant tout entendement et que les citoyens ont dénoncé avec vigueur, réclamant l'application stricte de la loi dans pareille circonstance.

Daoud Allam